

tion, j'adresse ma question au solliciteur général. La Gendarmerie royale du Canada aide-t-elle les autorités de l'immigration à se renseigner sur les immigrants de caractère suspect au Canada et, si oui, le ministre peut-il nous assurer que la Gendarmerie surveille un collègue du chef étudiant bien connu, Daniel Cohn-Bendit, qui se trouve actuellement à Halifax et essaie d'y fomenter des troubles?

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, la réponse à la première partie de la question est oui. Quant à la deuxième partie, selon l'usage établi à la Chambre, je ne saurais donner d'assurance dans un sens ou dans l'autre.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. A-t-on fait enquête sur le rôle et l'activité de la Gendarmerie royale et des autres corps de police au sujet des événements survenus cette semaine à l'Université Sir George Williams?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Winnipeg-Nord-Centre a la parole.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je crois que le solliciteur général voulait me répondre.

M. l'Orateur: Le député de Winnipeg-Nord-Centre.

LE NATIONAL-CANADIEN

LES CONSULTATIONS AU SUJET DES PENSIONS DES ANCIENS EMPLOYÉS

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État, à celui, bien entendu, qui est de l'importante ville de Winnipeg (M. Richardson). Le solliciteur général vient de nous annoncer qu'une mesure législative concernant les fonctionnaires fédéraux à la retraite est en préparation. Le 24 septembre dernier, le ministre d'État déclarait que le gouvernement poursuivait ses consultations avec les hauts fonctionnaires du National-Canadien au sujet des pensions des anciens employés de cette société. Ces consultations durent-elles toujours et a-t-on quelque chose à signaler au sujet d'un accroissement des pensions des employés du National-Canadien à la retraite?

L'hon. James Richardson (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, les entretiens se poursuivent, mais il n'y a rien à signaler pour le moment.

[M. Nesbitt.]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES CONSÉQUENCES DES AUGMENTATIONS DE TRAITEMENT

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): J'aimerais poser une question au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. Pourrait-il nous dire si l'augmentation proposée du traitement du gouverneur de la Banque du Canada confirme la bonne foi du gouvernement et du gouverneur lorsqu'ils implorent le public de s'imposer des restrictions financières?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question est manifestement irrecevable.

M. Coates: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le gouvernement du Canada a parlé au peuple canadien de restrictions financières dans tous les domaines possibles et, pourtant, il augmente de 50 p. 100 le traitement du gouverneur de la Banque du Canada.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Coates: Il faudrait que le ministre puisse fournir une explication à ce sujet à la Chambre.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de South Western Nova a la parole.

[Français]

LE SÉNAT

QUESTION RELATIVE AUX VACANCES DE SIÈGES

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

A-t-il l'intention de remplir les vacances au Sénat prochainement?

M. l'Orateur: A mon avis, cette question n'est pas urgente et je doute même qu'elle soit recevable.

M. Comeau: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur...

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dois signaler aux députés que le temps manque, mais que nous pourrions peut-être permettre à un autre député de poser une question.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LES ERREURS DANS L'ANNUAIRE DU TÉLÉPHONE

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au leader du gouvernement à la Chambre. J'avoue que c'est une question inusitée, mais je